Quand le DFAE oublie de faire appel

Par Sacha Wigdorovits

Lundi dernier, le président américain Donald Trump a présenté son plan en 20 points pour la paix à Gaza. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu était avec lui à la Maison Blanche lors de la présentation. Ce dernier a officiellement assuré à Trump, devant les médias réunis, que son pays soutenait le plan. L'organisation terroriste palestinienne Hamas, sans l'accord de laquelle le plan ne peut guère être mis en œuvre, a assuré peu après qu'elle allait « l'examiner ». Et jusqu'à présent, il est resté officiellement silencieux.

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a, dans une certaine mesure, fait de même avec le Hamas. Le DFAE a déclaré qu'il saluait le plan. Il a déclaré qu'il soutenait toute initiative permettant la protection de la population civile, la libération de tous les otages et l'accès à l'aide humanitaire, et qu'elle constituait la base d'une paix durable basée sur la solution des deux Etats.

Le DFAE a seulement « oublié » de mentionner deux choses : exprimer sa satisfaction qu'Israël ait accepté le plan et appeler le Hamas à faire de même.

En s'abstenant de le faire, le département suisse des affaires étrangères se distingue par exemple du ministère allemand des affaires étrangères, qui a demandé au Hamas d'approuver le plan. La première ministre italienne Georgia Meloni a fait de même. Le président français Emanuel Macron et le Premier ministre britannique Keir Starmer ont également demandé à l'organisation terroriste d'accepter le plan. Les pays musulmans que sont la Turquie, l'Egypte et le Qatar, la plus grande puissance protectrice de l'organisation terroriste avec l'Iran, ainsi que les Etats-Unis eux-mêmes, ont fait de même.

Le DFAE n'est pas avare d'appels dans le conflit du Proche-Orient. Nos fonctionnaires de la politique étrangère ne cessent de demander à Israël de se comporter de manière convenable et conforme aux règles.

Tout récemment, le DFAE a posté sur la plateforme « X » un appel à Israël pour qu'il fasse preuve de « proportionnalité » et « garantisse la sécurité des participants » lorsqu'il agit contre la Flottille mondiale de la Sumud, composée de 500 activistes pro-palestiniens, cofinancée et coorganisée par le Hamas.

On notera au passage que l'action de la marine israélienne, qui a stoppé la flottille à une centaine de kilomètres de Gaza, s'est déroulée sans violence. Il va sans dire

que le DFAE n’a réagi ni avec « soulagement » ni avec « satisfaction », et encore moins en remerciant Israël.

Mais justement : Il est populaire au sein du DFAE, dirigé par le conseiller fédéral Ignazio Cassis, d’accuser l’État juif d’un éventuel comportement fautif et de le rappeler à l’ordre. En revanche, il ne semble pas souhaitable d’exiger de l’organisation terroriste palestinienne Hamas qu’elle approuve un plan qui apporterait la paix non seulement à Israël, mais aussi et surtout à sa propre population à Gaza et lui permettrait d’avoir un avenir digne d’être vécu.

Vendredi, quatre jours après que le Hamas ne s’est toujours pas prononcé officiellement sur le plan de paix, le président américain Trump s’est emporté. Il a donné à l’organisation terroriste jusqu’à dimanche pour accepter le plan. Après cela, elle serait « quickly extinguished – rapidement anéantie ».

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.